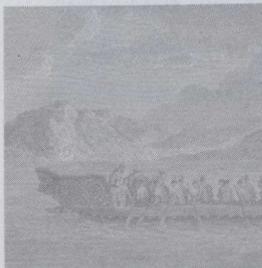




6. Le Canada devrait concentrer le savoir-faire et les efforts canadiens sur des projets de moindre envergure où les politiques auraient le plus de répercussions. Il devrait aussi contribuer au développement d'infrastructures médiatiques au niveau des collectivités, à savoir :
 - (a) Favoriser l'établissement de liens entre les journalistes et les organisations professionnelles de journalisme à l'échelle locale, nationale et internationale ;
 - (b) Fournir aux collectivités le matériel et la formation adéquate pour leur donner le sentiment qu'elles se prennent en charge (le projet de radio communautaire Tambuli aux Philippines et son émission "Village on the Air" constitue un bon exemple) ;
 - (c) Chercher à élargir la portée et à tirer parti de situations qui se sont avérées profitables tant pour la collectivité visée que pour les donateurs (par exemple, une caméra vidéo financée par Canada et utilisée par un service de santé publique de la ville de Rafah, dans la bande de Gaza).
7. Le Canada devrait promouvoir une meilleure interaction multisectorielle entre les journalistes de l'Asie-Pacifique et les intervenants canadiens des milieux juridiques, universitaires et gouvernementaux, des organisations multilatérales et des collectivités locales.
8. Le Canada devrait soutenir des programmes de formation en journalisme qui encouragent les bonnes pratiques journalistiques et des ateliers destinés aux gouvernements et aux juristes concernant les lois sur la diffamation, l'outrage au tribunal et la liberté de la presse.
9. Le Canada devrait adopter une approche tactique qui privilégierait une approche plus spécifique et ponctuelle. Cette méthode ménagerait les sensibilités culturelles et exploiterait l'ambiguïté permise par divers gouvernements dans la région de l'Asie-Pacifique.
10. Le Canada devrait encourager les ambassades canadiennes à donner plus d'importance à la question des journalistes à risque et à agir plus rapidement à la suite des alertes données par l'International Freedom of Expression Exchange.
11. Le Canada devrait encourager les écoles de journalisme canadiennes à exploiter explicitement des réseaux en Asie-Pacifique par des méthodes tels les échanges et la formation de journalistes d'enquête asiatiques au Canada.
12. Le Canada devrait appuyer la création de cadres institutionnels régionaux, particulièrement l'APEC, pour améliorer plus systématiquement l'accès aux médias par le recours à des séances quotidiennes d'information ainsi que le développement de centres des médias.
13. Le Canada devrait augmenter le nombre de diplomates (du MAÉCI) et encourager la présence de personnel non officiels (médias) en Asie-Pacifique.



Corriger les erreurs du passé et appliquer de véritables méthodes de développement durable signifie souvent creuser l'écart entre les coûts et les retombées.